

Le 9 novembre 2009



GROUPE SOCIALISTE

*Jean-Pierre Bel communique***Le débat sur La Poste consacre la mise au pas du  
Parlement et le mépris des Français**

Les sénateurs viennent de passer une semaine de séances sans discontinuité, matins, après-midis, soirées, week-end complet, sur le projet de loi relatif au changement de statut de la Poste. La gauche sénatoriale s'est battue sans relâche en défendant une certaine conception du service public postal. Elle a défendu l'idée selon laquelle les Français doivent pouvoir s'exprimer sur l'un des piliers de notre République.

Ce qui ressort de ce débat sur La Poste, c'est la mise au pas définitive du Parlement par le Président de la République ainsi qu'un profond mépris pour le peuple.

Ce projet n'avait pourtant aucune urgence comme l'a rappelé Michel Teston, le chef de file des socialistes sur ce texte. En effet, l'application de la directive européenne doit se faire seulement au 1<sup>er</sup> janvier 2011. De plus, le statut actuel de La Poste, qui est un établissement public exerçant une mission de service public, permet tout à fait à l'Etat de lui accorder des financements.

Alors pourquoi tant de hâte ? Pourquoi avoir voulu bâcler le débat en une semaine alors qu'il était évident qu'un tel projet nécessitait au moins deux semaines de séance ? Pourquoi, lorsque le débat se ralentissait, souvent du fait d'une insuffisante présence des sénateurs de la majorité, avoir imposé la poursuite du débat, alors qu'il pouvait être reporté lors de semaines ultérieures ?

Si la droite, comme elle le prétend, apporte toutes les garanties contre une future privatisation, pourquoi avoir refusé de donner la parole au peuple par le biais d'un referendum ? Henri Guaino, en faisant montre d'un cynisme glaçant, a dit tout haut ce que la droite pense tout bas : le changement de statut de La Poste est le chemin inéluctable vers sa privatisation.

Personne n'est gagnant au sortir de ce projet de loi. Ni le peuple, qui a été méprisé. Ni le Parlement qui a été floué. Où est l'« hyper-parlement » que l'on nous promettait lors de la réforme constitutionnelle ? La précipitation et le passage en force n'ont jamais été une bonne forme de gouvernement. En refusant d'écouter la représentation nationale et le peuple, c'est la démocratie qui est touchée au cœur.